

Convention collective nationale

IDCC : 1265. – **RETRAITE ET PRÉVOYANCE
DES CADRES**
(15 juin 1983)

(Bulletin officiel n° 1987-20)

*(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)*

AVENANT DU 2 DÉCEMBRE 2005
RELATIF À LA MODIFICATION
DE LA DÉLIBÉRATION D 5 ET D 25
NOR : *ASET0650019M*
IDCC : 1265

Délibération D 5

La délibération D 5 intitulée : « Rémunérations à retenir en ce qui concerne les agents occupés hors de France » est modifiée comme suit :

« Pour les agents dont l'activité s'exerce hors de France, les cotisations sont calculées :

- pour les salariés concernés par une extension territoriale cas A : sur la base du salaire... » (Le reste de l'alinéa est sans changement) ;
- pour les salariés concernés par une extension territoriale cas B ou cas D : sur la base du nombre de points annuel dépendant du salaire lié à la fonction de l'expatrié, et tenant compte éventuellement de tout ou partie des primes et avantages en nature. Ce nombre de points ne peut par ailleurs varier qu'en cas de changement notable dans la carrière de l'intéressé... » (Le reste est sans changement).

Délibération D 25

Le chapitre X intitulé : « Bénéficiaires de l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) » est modifié comme suit :

Au 6^e alinéa du paragraphe B intitulé : « Acquisition de droits au titre de la tranche C », les mots : « taux de 16 % » sont remplacés par : « taux obligatoire visé à l'article 6 de la convention ».

(Le reste de la délibération est inchangé.)

Fait à Paris, le 2 décembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Mouvement des entreprises de France ;

Confédération générale des petites et moyennes entreprises.

Syndicats de salariés :

Confédération française de l'encadrement CGC ;

Union générale des ingénieurs, cadres et assimilés CFTC ;

Union confédérale des ingénieurs et cadres CFDT ;

Union des cadres et ingénieurs de la CGT-Force ouvrière ;

Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT.